

PARIS DE L'ABONNEMENT: Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 43 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 francs. Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne: Trois mois, 45 francs. — La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17 | A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42 DIRECTEUR: ALFRED REBOUX AGENCE SPECIALE A PARIS: Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

ABONNEMENTS ET ANNONCES: Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Cour-Saint-Etienne 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C^o, place de la Bourse, 5, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34, à Bruxelles. — L'OFFICE DE PUBLICITE.

ROUBAIX, LE 31 JANVIER 1888

L'Europémenacée

La vieille Europe paraît avoir atteint sinon le summum de la civilisation morale, du moins la pleine possession et la jouissance parfaite des résultats du progrès physique. Mais, à côté de cette cause apparente de prospérité, elle est, au point de vue intérieur de chacune des nations qui la composent, le témoin de scandales sans précédent; les défalcations succèdent aux défalcations; les haines s'attisent entre ceux qui travaillent et ceux qui possèdent, et, comme s'il n'était pas assez de ces détonations morbides, les nations se menacent, redoublant chaque jour les moyens de destruction qu'elles comptent employer contre leurs voisins, et leur choc pourrait provoquer le plus effroyable cataclysme.

Dans une remarquable brochure intitulée: L'Acvenir de l'Europe en face des progrès modernes, un ancien officier de marine, M. Amédée Bocher, frère de M. Edmond Bocher, l'éminent sénateur du Calvados, établit d'une manière frappante que l'Europe a des ennemis pires encore que ses propres enfants, et que sans compter la concurrence commerciale de l'Amérique, l'Asie, le bureau du monde, se rapprochent pour jeter sur l'Europe de nouvelles hordes de conquérants, qu'elle-même, en quelque sorte, a armés pour la lutte.

Voici deux peuples, la Chine et le Japon, dont le chiffre d'habitants atteint le tiers de la population du globe, et qui jusqu'ici ignoraient leurs richesses et leur puissance. Depuis trois mille ans, le Céleste-Empire vivait, Dieu merci! dans un état d'isolement, qui ne lui permettait pas de songer même à entrer en lutte avec la vieille Europe. Or, c'est nous qui avons été réveillés ces multiples, c'est nous qui nous sommes efforcés de détruire l'antique muraille.

L'Angleterre a commencé, puis est venue la France, et maintenant c'est l'Allemagne. Ces puissances rivalisent entre elles pour apporter à ces peuples leurs moyens d'exécution les plus perfectionnés. On ne fait pas d'exception, bien entendu, pour ce qui rapporte aux forces militaires. On offre mêmes des capitaux à ce gouvernement, qui se trouve encore plus riche en états celui de la plus riche du globe.

Chaque année, la Chine envoie en Europe un nombre toujours croissant d'élèves ingénieurs qui viennent s'instruire et qui avec cette facilité d'assimilation qui est la qualité essentielle de la race jaune, y acquièrent des connaissances que les fabricants européens se montrent enchantés de leur donner.

Déjà de nombreuses lignes télégraphiques sont établies dans ces pays où, il y a quelques années à peine, le télégraphe était considéré comme un œuvre du démon. On y commence un chemin de fer. On y creuse des canaux. L'arsenal de Fou-Tchéou, créé à la suite de la guerre des Taïpings, a aujourd'hui une importance considérable.

Quant au Japon, c'est plus extraordinaire encore. Quand on songe que l'ouverture de ce pays aux étrangers ne date même pas de trente ans et que l'on voit les changements qui s'y sont produits, sans amener ni troubles, ni révolutions, on est étonné, car c'est un fait sans précédent dans l'histoire.

Et alors, dit M. Bocher, quelle révélation économique se produira-t-il le jour où, étant données les prix des matières premières et ceux de la main-d'œuvre, les nations européennes se verront menacées d'une concurrence dévastatrice? Les facilités de transport, ces rapidités de communication, qu'elles avaient salués avec tant de joie, Chinois et Japonais les posséderont aussi et, ce jour-là, on verra de quel côté penchera la balance.

De l'ensemble de ces faits, il ressort la situation suivante: D'un côté, chez les pays nouveaux: abondance et bon marché de sol, bon marché de la vie bas prix de la main-d'œuvre, énergie virile,

habitude du travail, absence de haines séculaires et de rivalités nationales... tout, en résumé, ce qui constitue la force des peuples jeunes. De l'autre, un sol restreint, pauvre même dans nombre d'endroits, épuisé par des siècles de production, frappé de charges et d'impôts, et destiné par le morcellement à ne plus pouvoir se prêter à la grande culture, etc.

Chez les uns, pas de dettes, pas de gros budgets, pas de passion politique, tandis que les autres succombent sous le poids de charges effrayantes et sont divisés en partis ennemis, qui, mélangés à toutes les questions, les rendent impossibles à résoudre. Dans ces conditions, la marche des légions innombrables des hommes à face jaune, armés comme les nations européennes, par des moyens de destruction et de communication que ne possèdent pas leurs ancêtres, trouverait-elle chez les populations européennes les éléments de résistance que rencontrèrent jadis les musulmans d'Afrique et les hordes de la Tartarie?

Pour résister, aurait-on la foi religieuse? aurait-on l'enthousiasme patriotique? Et si n'y avait que l'intérêt matériel, suffirait-il pour repousser l'ennemi? Dans ce cas, la vieille Europe aurait vécu. Ce double danger étant reconnu, y a-t-il possibilité de le conjurer? Pas absolument, dit M. Bocher, la loi naturelle qui régit tout ici-bas s'y oppose.

La vieillesse chez les peuples y joue le même rôle que chez les individus. L'Europe est vieille, son rôle est près de finir. Toutefois, un peuple ne meurt pas comme un homme, de mort subite. Il dépend de lui de prolonger son existence en usant de moyens que la raison indique. Ces moyens seraient:

1. D'abord l'instruction à donner à la foule — non pas l'instruction littéraire ou scientifique qui ne sert qu'à un petit nombre — mais celle qui leur apprendra que le travail est obligatoire pour tous, que les privilèges que possèdent certains nations au temps passé sont abolis; que le temps des monopoles est terminé, que la suite de la vie à toute la terre pour théâtre, et que chacun doit chercher le moyen de vivre en travaillant, soit chez lui soit à l'étranger.

Puis, l'entente entre les pays pour arriver à l'organisation d'une sorte de confédération industrielle et commerciale qui ferait de l'Europe une société s'assurant contre les risques à craindre du côté de l'étranger. Organisée ainsi, l'Europe aurait chance de lutter contre ses rivaux. Mais auparavant, il faudrait qu'elle abandonnât ses idées folles de guerre et reléguât les conquêtes au rang de choses de l'ancien régime.

Telles sont les idées résumées par M. Bocher, avec un rare bonheur, dans sa courte brochure, idées que l'on peut discuter, mais qui valent certes la peine d'être étudiées.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

On sait comment est née la question sociale dans nos sociétés modernes. Les fondateurs de ce mouvement politique ont, par une classification arbitraire, séparé les deux éléments du travail industriel: ici le capital, là la main-d'œuvre; d'autre côté, le patron, de l'autre les ouvriers. Le marché est resté en l'état, on a reconnu que c'est un fait sans précédent dans l'histoire.

Et alors, dit M. Bocher, quelle révélation économique se produira-t-il le jour où, étant données les prix des matières premières et ceux de la main-d'œuvre, les nations européennes se verront menacées d'une concurrence dévastatrice? Les facilités de transport, ces rapidités de communication, qu'elles avaient salués avec tant de joie, Chinois et Japonais les posséderont aussi et, ce jour-là, on verra de quel côté penchera la balance.

triel ne représentait qu'une faible partie du travail humain; l'usine était une exception, et c'est moi qui explique la persistance d'un régime qui rappelle le servage du moyen-âge. Mais lorsque le développement industriel s'accroît, lorsque l'usine engrèment la multitude et plus des propriétaires, le travail songe à s'organiser et son tour, comme l'avait fait le capital, lui, il fonde les trade unions, dont les grèves méthodiques ont pour but de résister aux exigences des patrons; là, les autorités des syndicats professionnels, qui doivent défendre les intérêts généraux communs aux ouvriers de chaque profession.

La révolution politique qui a vu la reconnaissance des droits politiques et sociaux des conditions respectives du capital et du travail. Le premier n'était plus seul à faire la loi; il devait compter avec le « quatrième état ».

La loi du 21 mars 1884, qui a organisé en France les syndicats professionnels, a consacré les moyens de destruction et de communication que ne possèdent pas leurs ancêtres, trouverait-elle chez les populations européennes les éléments de résistance que rencontrèrent jadis les musulmans d'Afrique et les hordes de la Tartarie?

Pour résister, aurait-on la foi religieuse? aurait-on l'enthousiasme patriotique? Et si n'y avait que l'intérêt matériel, suffirait-il pour repousser l'ennemi? Dans ce cas, la vieille Europe aurait vécu. Ce double danger étant reconnu, y a-t-il possibilité de le conjurer? Pas absolument, dit M. Bocher, la loi naturelle qui régit tout ici-bas s'y oppose.

La vieillesse chez les peuples y joue le même rôle que chez les individus. L'Europe est vieille, son rôle est près de finir. Toutefois, un peuple ne meurt pas comme un homme, de mort subite. Il dépend de lui de prolonger son existence en usant de moyens que la raison indique. Ces moyens seraient:

1. D'abord l'instruction à donner à la foule — non pas l'instruction littéraire ou scientifique qui ne sert qu'à un petit nombre — mais celle qui leur apprendra que le travail est obligatoire pour tous, que les privilèges que possèdent certains nations au temps passé sont abolis; que le temps des monopoles est terminé, que la suite de la vie à toute la terre pour théâtre, et que chacun doit chercher le moyen de vivre en travaillant, soit chez lui soit à l'étranger.

Puis, l'entente entre les pays pour arriver à l'organisation d'une sorte de confédération industrielle et commerciale qui ferait de l'Europe une société s'assurant contre les risques à craindre du côté de l'étranger. Organisée ainsi, l'Europe aurait chance de lutter contre ses rivaux. Mais auparavant, il faudrait qu'elle abandonnât ses idées folles de guerre et reléguât les conquêtes au rang de choses de l'ancien régime.

Telles sont les idées résumées par M. Bocher, avec un rare bonheur, dans sa courte brochure, idées que l'on peut discuter, mais qui valent certes la peine d'être étudiées.

On sait comment est née la question sociale dans nos sociétés modernes. Les fondateurs de ce mouvement politique ont, par une classification arbitraire, séparé les deux éléments du travail industriel: ici le capital, là la main-d'œuvre; d'autre côté, le patron, de l'autre les ouvriers. Le marché est resté en l'état, on a reconnu que c'est un fait sans précédent dans l'histoire.

bitaire du monde du travail qui sépare ouvriers et patrons en deux groupes distincts; encourage la création de ces syndicats mixtes qui, seuls, peuvent reconstruire la famille industrielle, en associant l'ouvrier et le patron, le capital et le travail.

On n'a pas oublié M. de Man, et on est obligé, aujourd'hui d'avouer que, loin de travailler à l'apaisement social, on a rendu plus âpre et plus cruelle cette guerre de classes, cette lutte du capital et du travail qui constitue l'obstacle le plus sérieux au développement industriel des sociétés modernes. (Observateur.)

L'ACCROISSEMENT DES DÉPENSES

L'accroissement des dépenses a trois sources principales. L'outil militaire, les travaux publics et les constructions. Sur le premier chapitre, nous sommes volontiers qu'il n'y a pas de réductions sérieuses à opérer. Mais sur les deux autres, on peut, sans inconvénient, trancher dans le vif.

Au lieu d'écarter les travaux projetés en dix ans, qu'on les poursuivît pendant une période triple et personne ne s'en plaindrait, car si leur utilité n'est pas douteuse, on ne peut les considérer comme une perte. L'opinion est faite sur ce point: ce n'est pas le pays qui se réclame; il ne souffre même qu'avec une impatience visible. Non seulement les 200 députés conservateurs qui ont voté en 1885, ont voté pour protester contre les réductions, mais nombre de députés de la gauche avaient pris des engagements à ce sujet et se les ont pas tenus. A l'heure actuelle, un Gabinet qui aurait le courage de proposer l'ajournement de la loi de réduction s'appuyant sur les exigences financières, réunirait une majorité même au Palais Bourbon, et si la question se pose sur ce terrain sur lequel nous sommes, les gauches voteront ce que cela leur coûtera de sièges.

On a, de parti-pris, allégué ce point et l'aussé l'opinion publique. On a invoqué la nécessité de réduire les dépenses, mais on a cherché à en faire taire les écoles officielles. Ici même, nous avons plus d'une fois dressé le bilan de la loi de réduction: devant l'organisation des travaux publics, devant la division des budgets, puisqu'on répartit les dépenses entre l'Etat, le département et la commune. Mais n'est-ce pas le même contribuable, la même bourse qui paie ces trois impôts, et ce sont les mêmes contribuables qui sont grevés par des dépenses additionnelles au lieu de figurer au principal de l'impôt?

Voilà où l'on peut trouver de sérieuses économies. L'organisation des travaux publics, telle que la conçoit la commission du budget, ne donnera que des résultats insignifiants.

LE CZAR NE VEUT PAS LA GUERRE

Un correspondant du Figaro a eu la conversation suivante avec le prince Lobanoff, ambassadeur de Russie à Vienne: — Oui, le czar a la paix, me dit le prince, sincèrement. L'occasion qui vous m'offre de répéter encore une fois que Sa Majesté le czar ne veut pas la guerre. Nous avons toujours eu, en Allemagne, cette crainte que l'augmentation d'un effectif n'est nullement causée par le désir d'une guerre, c'est bien plutôt dans le but d'éviter et de mater les forces de la révolution dans nos voisins. Nous étions vraiment dans un état d'inferiorité trop marquée avec l'Autriche, et surtout avec l'Allemagne. D'après ce que j'ai pu constater, le czar n'a pas l'intention de se laisser aller à de telles dépenses.

En Russie, le courant de l'opinion est tantôt pour la guerre, tantôt contre l'Allemagne, mais ce sentiment ne va pas jusqu'à vouloir une guerre irréfléchie. Si tel est mon avis, une guerre avec l'Allemagne Excellence, quelle serait, croyez-vous, l'attitude de la Russie? — Elle serait évidemment le point noir pour le prince de Bismarck. Personnellement, je ne sais ce que ferait la Russie, mais on croit à Berlin qu'elle marcherait vers l'Autriche, tandis que l'Allemagne, qui est son bureau et me regardant très en face, en s'accusant, n'est pas.

Je suis convaincu que le prince de Bismarck ne veut pas la guerre. Pourquoi le voudrait-il? Il ne peut désirer une extension de territoire. Peut-être la chambre des députés de Berlin, qui a aujourd'hui, si l'on se trouve dans la situation d'un homme ayant fait une grosse fortune. Il veut la conserver. — Au lieu de cela, on ne se livre pas les morceaux de la bouche — ce sont les paroles même de M. de Bismarck, quand il se livre à ces discours d'autres et lutera au contraire de toutes ses forces contre le parti militaire qui pousse à la guerre. — L'Allemagne n'a pas l'intention de se laisser aller à de telles dépenses. — L'Allemagne n'a pas l'intention de se laisser aller à de telles dépenses.

encore. Eh bien! chaque fois que j'ai l'honneur de voir des Français, je leur dis: — Ne vous énervez pas, ne vous excitez pas. Non, le prince de Bismarck ne veut pas la guerre. Et lorsqu'il me passe quelque évènement sur votre frontière, on est tout disposé à Berlin à l'attaquer. — Les faits regrettables qui se produisent ne sont nullement le résultat d'ordres donnés, mais bien plutôt les effets d'une haine — si je peux employer ce gros mot — des deux peuples. — Je suis sûr de vous adresser à son Excellence que toute demande de crédits nouveaux adressée par le prince de Bismarck au Reichstag concordent avec des bruits de guerre, des évènements dans cet ordre d'idées, et je lui demandais s'il ne pensait pas que nous allions avoir de tout un nouveau monde causé par quelques discours ambigus du prince de Bismarck.

— Non, je ne le crois pas, répondit le prince. L'année dernière, Bismarck n'était pas en majorité. Il a donc employé certains moyens pour l'obtenir, mais cette année il n'a pas à craindre un refus. Alors, dans quel but trouble-t-il ainsi l'opinion? — La France désire la paix et nous la voulons aussi. Je ne vois pas quels adversaires il pourrait nous offrir de lutter contre l'Allemagne. — Les Bulgares, peut-être, répliquai-je à son Altesse.

— Le prince se mit à sourire et répondit avec un grand accent de sincérité à la question que j'avais insinuée dans ma phrase. — Non, ce n'est pas encore aujourd'hui que les Bulgares seraient causes d'une guerre. La Russie est patriote. Elle attend sa force. Elle attend et elle attendra tout ce qu'elle peut. Un peuple de serfs tellement habitué à pisser sous la domination, qu'on le battait avec de longs canotiers en peau remplis de sable, instruit, qui désire ne pas être traité par les coups, mais faisait cruellement souffrir. Il faut donc qu'il s'habitue à son émancipation et il ne tardera pas à mieux comprendre que les Russes sont ses vrais libérateurs.

— Les Bulgares ne consentent pas à un prince autrichien, mais ils veulent un prince. Pourquoi l'Autriche en a-t-elle un, cela leur suffira. — Dans ce cas, Excellence, la situation peut se prolonger ainsi pendant longtemps, surtout si la Russie ne formule pas ses prétentions. — La Russie a rien à formuler. On sait ce qu'elle veut. On sait ce qu'elle fait. On connaît les traités. Actuellement il n'y a aucun non officiellement en avant pour succéder au prince de Cobourg, et la situation peut en rester ainsi pendant quelque temps. Ferdinand n'est pas un homme qui arrive, certainement, car il n'a pas les capacités nécessaires, ni même les capacités accidentelles pour régner. Il est naïf, il est dans une aventure qui pourrait finir mal pour lui, et sans même qu'il s'en aperçoive. Sans la princesse Clémentine, le prince Ferdinand ne serait déjà plus en Bulgarie. C'est elle qui fait tout et elle est poussée par elle à ce qu'elle est un vrai Benjamin.

— Et les fameuses lettres, Excellence, ces lettres que le prince de Bismarck a adressées à la Russie, et celles remises à S. M. le czar avant qu'il fût parti? — Le texte publié à Berlin est le vrai. Les lettres envoyées au czar ont été traduites en français, et toujours juste. — Cherchez à qui cela profite? Evidemment, cette falsification provient de l'entourage du prince Ferdinand, qui voudrait non pas braver la Russie, mais faire croire qu'il n'était pas isolé et que l'Allemagne ne se désolait pas.

REVUE DE LA PRESSE

Il y a eu hier neuf ans, jour pour jour, remarque le Figaro, que M. Grévy fut nommé président et que l'on réalisa le rêve caressé depuis 1871: à mettre la République entre les mains des républicains de profession et de carrière.

Le Figaro fait à cette occasion une parallèle entre les deux époques: — M. Grévy, dit-il, trouvant la France à peu près républicaine, la République à peu près reprise du 16 Mai avait tourné contre la pensée de ses auteurs et donné une sorte de consécration plébiscitaire au régime issu du 4 Septembre; la minorité monarchique de la Chambre ne pouvait jouer aucun rôle, exercer aucune influence; le budget portait le poids très lourd des frais de la guerre de 1870-1871, mais enfin il gardait son équilibre; il y avait dans quelques maisons distinguées des républicains qui s'appelaient jésuites, dominicains ou capucins, mais à supposer que le clergé eût joué un rôle dans l'aventure de 16 Mai, il n'aurait pu empêcher la réélection des 363, et les limites de son influence se trouvaient marquées par cet échec même. On avait donc de nouvelles, moins d'instituteurs laïques, mais la criminalité n'en était ni plus forte ni les délits plus fréquents. A Paris, les réunions publiques étaient rares; les journaux républicains, les socialistes ou possibilistes étaient encore des mots sans signification.

Bref, la France était fort prospère et la République établie sans contestation. Je ne prétends pas que cela soit un danger imminent, mais il est clair que sa situation est beaucoup moins satisfaisante qu'elle ne l'était en 1871.

Paris, 31 janvier. — Louis Michel a adressé à son meurtrier la lettre suivante: — Monsieur Lucas, — Votre lettre m'a fait grand plaisir; elle prouve une fois de plus que nous avons raison de vous considérer comme ayant eu une hallucination et par conséquent ne pouvant être responsable de ce qui s'est passé. — Du reste, je vais bien, et mon plus grand désir est que vous soyez rendu à votre famille; ce sera une justice, et nous espérons que vous serez bientôt en mesure de reprendre votre vie normale. — Prenez donc courage. — Louis Michel.

Une conspiration contre le czar. — Un officier russe qui se suicide. — Londres, 31 janvier. — S'il faut en croire la Saint-James Gazette, un officier russe, qui a tenté de se suicider hier à Saint-Petersbourg, et qui est transporté presque mourant à l'hôpital, aurait fait l'aventure qu'il avait choisi par le sort pour assassiner le czar.

Un drame dans une ménagerie. — Le dompteur Pezon blessé. — Châlons-sur-Marne, 31 janvier. — Hier soir, au moment où le dompteur Pezon entrerait dans la cage de son ours noir, il a été renversé par cet animal. — Au même instant, la panique gagne la foule, les femmes poussent des cris déchirants. Aussitôt, le fils Pezon, plein de courage et de résolution, entre sans armes dans la cage et se met à essayer de faire lever l'ours qui était couché sur son père. — En même temps, un adjudant de hussards tire son sabre du fourreau et le passa à Pezon fils, qui porte à l'animal un violent coup à travers du corps. — L'ours se dresse et menace son adversaire, celui-ci, prompt comme l'éclair, porte un second coup à l'ours, et l'attend au vestiaire. — Pezon père se relève alors et se hâte de sortir de la cage, pendant que les employés de la ménagerie malmenaient l'ours, auquel Pezon fils ne cesse de porter des coups de sabre.

Un employé, pour se faire à cette lutte, va chercher un fusil et fait feu sur l'animal en fureur. Atteint à la tête, l'ours se lève deux yeux crevés, mais il continue à se défendre et ne cesse toute résistance qu'après une demi-heure de lutte. — Les blessures de Pezon père ne sont pas dangereuses bien qu'il ait eu deux côtes enfoncées. Des soins lui ont été donnés immédiatement par les docteurs Godard et Castillon.

faisant en 1888 qu'en 1879. Trois millions d'élus l'ont fait en attendant allemande et si elle n'avait d'oreilles que pour les consignes, qui lui arrivent de Berlin, mais nous n'aurions pas cru que les feuilles italiennes le constataient cyniquement. Tel est pourtant le langage de ces journaux et notamment de la Perseveranza: — Les Français, déclare-t-elle, devraient pourtant bien comprendre qu'ils ne doivent s'en préoccuper qu'au point de vue de la politique internationale, comme la rupture des négociations commerciales avec la France rendrait allemande aussi sa politique économique.

L'Autrité dit à ce propos: — La Perseveranza n'a pas complètement tort. — Si l'Italie crut aujourd'hui de sérieuses difficultés, est l'allée efficace de nos ennemis, nous inquiéter vers les Alpes, tandis que les Allemands nous menacent sur les Vosges, c'est notre tort. — C'est notre faute parce que nous l'avons faite et qu'elle est, parce que sans nous elle n'existerait pas.

Sans Magenta et sans Solferino, sans l'argent que nous avons dépensé pour sa cause, l'Italie ne se serait pas constituée en 1859; le Piémont ne se serait accru, ni de la Lombardie, conquise par la victoire de la guerre de 1859, ni des provinces méridionales conséquences indirectes. — Sans notre intervention en 1866, si nous ne l'avions pas garanti contre les conséquences de ses défaites, l'Italie vaincue sur terre et sur mer, à Costozza et à Lissa, ne se fût pas complétée de la Venétie. Au contraire, elle aurait grand risque d'être abandonnée par M. de Bismarck qui est trop prudent, pour avoir le champ plus libre en Allemagne, de laisser toute liberté en Italie aux Autrichiens.

Où, les feuilles de Rome ont raison: dans nos rapports actuels avec l'Italie, nous payons pour le passé, nous souffrons d'une situation que nous avons faite, nous voyons se lever contre nous une main qui sans nous serait encore enchaînée. — Nous avons relaté, d'autre part, l'attentat dirigé contre un de nos confrères de la France. L'Intransigeant dit à ce sujet: — Il est fâcheux que M. Lucien Nicot se soit borné à montrer à ce crapuleux personnage le canon de son arme et ne lui ait pas traversé la cervelle comme à un malfaiteur coupable d'avoir enlevé une maison habitée. L'affaire eût été ainsi réglée tout de suite et les agents de Bismarck qui nous ont promis de nous arrêter sans doute une journée à leur insu.

Mais une grave question se pose: que va-t-on faire de ce bandit qui a reçu de son digne patron la mission d'exciter les socialistes, afin de les envoyer à la potence, et de leur faire traverser le débarras l'Allemande du czar qui l'inquiète? — Quand Bismarck fait arrêter nos commissaires de police et égorger nos officiers sur notre territoire, nous ne pouvons pas nous en tenir à un certain nombre d'années dans une maison centrale l'objet d'un grand intérêt, mais à supposer que le clergé eût joué un rôle dans l'aventure de 16 Mai, il n'aurait pu empêcher la réélection des 363, et les limites de son influence se trouvaient marquées par cet échec même. On avait donc de nouvelles, moins d'instituteurs laïques, mais la criminalité n'en était ni plus forte ni les délits plus fréquents. A Paris, les réunions publiques étaient rares; les journaux républicains, les socialistes ou possibilistes étaient encore des mots sans signification.

Bref, la France était fort prospère et la République établie sans contestation. Je ne prétends pas que cela soit un danger imminent, mais il est clair que sa situation est beaucoup moins satisfaisante qu'elle ne l'était en 1871.

DERNIERE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL) — A la commission des douanes. — L'importation des moutons et des agneaux. — Paris, 31 janvier, 1 h. 36. — La commission des douanes, sous la présidence de M. Méline, s'est occupée des moyens de prévenir l'importation de moutons à l'importer, sous le nom d'agneaux, pour bénéficier de la réduction du droit, de vrais moutons pour la taille et le poids. — La commission a été ainsi amenée à examiner de nouveau, la question de la perception du droit au poids au lieu du droit par tête. Elle a décidé de demander au ministre de l'Agriculture des renseignements sur les résultats exacts que produirait l'application du droit au poids. — La commission a ensuite délibéré sur les droits relatifs aux farines de seigle.

Elle a chargé M. Millock de présenter un rapport favorable. — Dans sa prochaine séance la commission entendra les délégués des salines de l'Est au sujet des droits sur les sels étrangers. — Conseil des ministres. — Les ouvriers de Terre-Noire. — Le projet de crédit agricole. — Paris, 31 janvier. — M. Fliorens, légèrement indisposé, était absent. — M. Sarrien a annoncé que les ouvriers de Terre-Noire avaient repris leur travail. — M. Viette a entretenu le Conseil du projet de crédit agricole qui sera discuté aujourd'hui au Sénat.

Mort de Dam Boso. — Tarin, 31 janvier. — Don Boso est mort.

CHAMBRE DES DEPUTES

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL) — Séance du mardi 31 janvier. — Présidence de M. Floquet, président. — La Chambre continue la discussion du budget. — M. Amagat dit qu'il approuve le projet de la suppression du privilège des bouillottes de crû. — Il prétend que le privilège de l'Etat sur le Trésor du fait de ce privilège peut se chiffrer à 30 millions; mais la fraude est encouragée surtout par l'incertitude de l'administration. — La critique vivement la modification du droit de succession.

BOURSE DE PARIS

du mardi 31 janvier. Cours communiqués par le CRÉDIT LYONNAIS. Agence à Roubaix, rue de la Gare, 2.

Table of stock market data for Paris, including sections for Fonds d'Etat, Sociétés de Crédit, Chem. de France, Sociétés diverses, Obligat. Foncières, and Obl. de Ch. de F.F.

BOURSE DE LILLE

du mardi 31 janvier. (par fil téléphonique spécial)

Table of stock market data for Lille, including sections for Chem. de France, Obligat. des Villes, Sociétés de Crédit, Chem. de France, Sociétés diverses, Obligat. Foncières, and Obl. de Ch. de F.F.

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

du 31 Janvier 1888. Cours précédents, Valeurs, Cours du jour.

Table of closing market prices for various commodities and securities, including sections for Chem. de France, Obligat. des Villes, Sociétés de Crédit, Chem. de France, Sociétés diverses, Obligat. Foncières, and Obl. de Ch. de F.F.

DÉPÊCHES TELEGRAPHIQUES

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL) — L'affaire Barrême. — Une nouvelle piste. — On se souvient du mystérieux assassinat commis en chemin de fer, il y a deux ans, sur le parcours de M. Barrême, alors préfet de l'Eure. Toutes les recherches faites depuis cette époque, dans le but de retrouver l'assassin, étaient demeurées infructueuses. Une nouvelle piste est suivie, depuis hier, et pourrait bien amener l'arrestation du meurtrier.

Voici dans quelles circonstances la police a été lancée sur cette piste: — M. Barrême, venant du préfet de l'Eure, se présentait hier, à la Sûreté, et demandait à voir M. Goron. M. Goron, en présence du chef de la Sûreté, lui déclara qu'elle avait fait une enquête personnelle sur la mort de son mari et qu'elle avait rédigé un rapport. — M. Barrême, qui permit très probablement d'arrêter le coup, permit très probablement d'arrêter le coup, permit très probablement d'arrêter le coup.

M. Goron prit connaissance du rapport de M. Barrême et les indications qu'il renfermait lui paraissant tellement importantes, qu'il se rendit immédiatement chez M. Barrême, qui lui fit immédiatement connaître les circonstances de l'affaire.

M. Vigneau interviewé. — Un rédacteur du Gaulois a vu M. Vigneau qui lui a fait la déclaration suivante: — Si mon innocence est proclamée comme je l'espère, on m'en tiendra compte et on sera enfin à l'abri de la haine que l'on me porte. — M. Vigneau, qui continuait à être assés discret que je l'ai été pendant tout le temps que je me suis occupé de M. Wilson; et pendant le temps qui s'est écoulé depuis le jour où j'ai cessé d'être jugé d'instruction.

Mais ce qui trouve la cour sévère et au regard, je publierai le mémoire dans lequel j'ai exposé les faits et qui j'ai distribués à MM. les conseillers des tribunaux, à M. le procureur général, aux avocats généraux. Alors on verra si j'ai eu raison d'agir comme j'ai agi.

ALPHONSE ALLAUME

ALPHONSE ALLAUME. — Un rédacteur du Gaulois a vu M. Vigneau qui lui a fait la déclaration suivante: — Si mon innocence est proclamée comme je l'espère, on m'en tiendra compte et on sera enfin à l'abri de la haine que l'on me porte. — M. Vigneau, qui continuait à être assés discret que je l'ai été pendant tout le temps que je me suis occupé de M. Wilson; et pendant le temps qui s'est écoulé depuis le jour où j'ai cessé d'être jugé d'instruction.

Mais ce qui trouve la cour sévère et au regard, je publierai le mémoire dans lequel j'ai exposé les faits et qui j'ai distribués à MM. les conseillers des tribunaux, à M. le procureur général, aux avocats généraux. Alors on verra si j'ai eu raison d'agir comme j'ai agi.

M. Vigneau interviewé. — Un rédacteur du Gaulois a vu M. Vigneau qui lui a fait la déclaration suivante: — Si mon innocence est proclamée comme je l'espère, on m'en tiendra compte et on sera enfin à l'abri de la haine que l'on me porte. — M. Vigneau, qui continuait à être assés discret que je l'ai été pendant tout le temps que je me suis occupé de M. Wilson; et pendant le temps qui s'est écoulé depuis le jour où j'ai cessé d'être jugé d'instruction.

Mais ce qui trouve la cour sévère et au regard, je publierai le mémoire dans lequel j'ai exposé les faits et qui j'ai distribués à MM. les conseillers des tribunaux, à M. le procureur général, aux avocats généraux. Alors on verra si j'ai eu raison d'agir comme j'ai agi.

M. Vigneau interviewé. — Un rédacteur du Gaulois a vu M. Vigneau qui lui a fait la déclaration suivante: — Si mon innocence est proclamée comme je l'espère, on m'en tiendra compte et on sera enfin à l'abri de la haine que l'on me porte. — M. Vigneau, qui continuait à être assés discret que je l'ai été pendant tout le temps que je me suis occupé de M. Wilson; et pendant le temps qui s'est écoulé depuis le jour où j'ai cessé d'être jugé d'instruction.